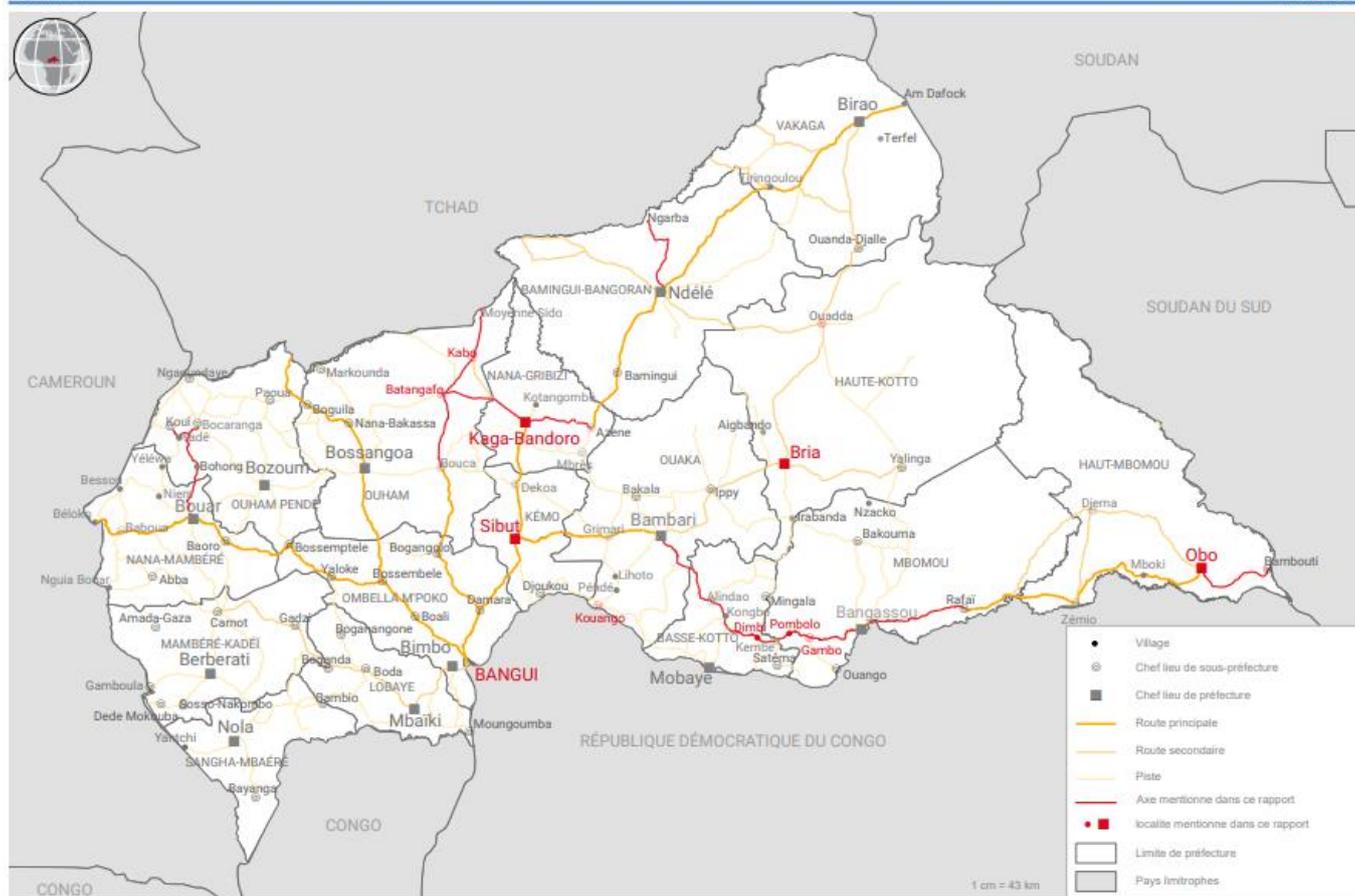


La période considérée a été marquée par :

- Une mission d'évaluation e l'accès sur l'axe Bocaranga-Koui
- Une hausse des incidents sécuritaires à Batangafo - où l'opposition de deux factions du même groupe armé a engendré des graves entraves d'accès – en ville et sur les axes
- Rencontre à Bria entre une délégation d'organisations humanitaires et le leader d'un groupe armé pour plaider sur l'accès humanitaire dans la région
- Le camion qui encombrait le pont sur l'axe Bouca-Batangafo a été dégagé mais le pont nécessite d'une réhabilitation
- Multiplication des tracasseries et demandes de paiement de taxes illégales en Basse-Kotto



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte ne signifient pas l'approbation ou l'acceptation officielle par les Nations Unies.  
Date de création: 18 août 2020 Sources: OCHA et Partenaires Feedback: ocha/car/im@un.org www.unocha.org/car www.reliefweb.int https://car.humanitarianresponse.info

## Zone ouest

### Préfecture de la Nana-Mambéré et de l'Ouham Pendé

- Le 2 octobre, les mouvements sur l'axe Bocaranga-Bohong-Bouar ont repris après la vérification de la part de la MINUSCA qu'il n'y avait pas de menaces d'explosifs dans les environs du village Makounzi-Wali. La circulation sur cet axe avait été suspendue depuis le 28 septembre.
- Le 12 octobre, OCHA et des partenaires humanitaires ont mené une mission d'évaluation de l'accès humanitaire sur l'axe Bocaranga-Koui, après la suspension temporaire des activités humanitaires dans la zone en juillet à cause des opérations militaires conjointes FACA/MINUSCA. La mission a remarqué que la situation actuelle est relativement calme et marquée par une dynamique de retour des déplacés dans leurs

villages d'origine avec le renforcement des patrouilles de la MINUSCA sur les axes. Certains tronçons de l'axe Bocaranga-Makounziwali-Yadé-Koui sont dégradés à cause des pluies mais les véhicules légers et les camions légers circulent normalement. L'axe Bocaranga-Makounziwali-Yadé-Koui-centre est couvert par le réseau téléphonique GSM avec des défaillances à certains endroits. Les opérateurs Moov et Télécel couvrent de manière plus ou moins fiable la ville de Bocaranga jusqu'au village Bonkongo (10 km au sud en direction de Bouar). Moov assure une couverture limitée au village Makounziwali. Dans la ville de Kouï, Télécel et Orange disposent d'antennes-relais et assurent une couverture plus ou moins fiable ainsi que les réseaux GSM du Cameroun par endroits.

## Zone centre

### Préfecture de l'Ouham

- Le camion qui encombrait le pont dans les environs de Bouca, sur l'axe Bouca-Batangafo, a été dégagé par la MINUSCA mais le pont nécessite d'une réhabilitation afin que le passage soit rétabli. L'axe secondaire qui passe par Lady en revanche pose des problèmes sécuritaires comme démontré par deux incidents ayant affecté des ONG enregistrés début octobre.
- Le 5 octobre un véhicule d'une ONG a été braqué au PK14 de Batangafo, sur l'axe Batangafo-Moyenne Sido par des éléments armés ; après 3 heures, l'équipe humanitaire a pu reprendre son chemin.
- Le 8 octobre, une équipe d'une ONGI a été victime d'un braquage au village Bogonon, 34 km à l'est de Batangafo. L'enveloppe sécuritaire et les effets personnels des staffs ont été emportés.
- Le 15 octobre, à Kabo, deux personnels d'une ONGI ont été arrêtés par des éléments d'un groupe armé et détenus pendant des heures avant d'être relâchés. L'incident a provoqué une réduction des activités de l'organisation dans la zone.
- Le 16 octobre, à Batangafo, une ONGI a été victime d'une tentative de braquage qui a échoué grâce à l'intervention de la MINUSCA.
- A partir du 22 octobre la situation sécuritaire à Batangafo a été très tendue à cause des affrontements armés entre deux factions du même groupe armé qui ont généré un climat de psychose dans la ville et engendré des mouvements de population. Des éléments armés ont pillé des biens de la population et des braquages contre le personnel humanitaire ont été rapportés aussi. Un certain nombre d'humanitaires a été relocalisés dans des zone plus sécurisées dans la ville et 22 personnels ont été évacués par avion pour des raisons sécuritaires. À la fin du mois, après des médiations entre les parties et un renforcement de la présence de la MINUSCA, la situation sécuritaire dans la ville s'est améliorée mais reste imprévisible.
- Les derniers 30 km de l'axe Kaga-Bandoro – Batangafo deviennent de plus en plus dégradés. Une intervention de la MINUSCA pour la réhabilitation du tronçon sera bientôt organisée.

### Préfecture de la Kémo

- Le 8 octobre, au PK 25 de Sibut, au village Ben Sontoua, un camion affrété par une agence des Nations unies a été pillé après un incident de circulation.

### Préfecture de la Nana-Gribizi

- Le 2 octobre, à Kaga-Bandoro, un staff national d'une ONGI a été séquestré pour quelques heures par deux hommes armés circulant à moto. Après une négociation par la hiérarchie de l'ONG, le staff a été libéré.
- Le 14 octobre, à Kaga-Bandoro, un membre d'une ONGI a été agressé par les bénéficiaires lors d'une distribution.
- Le 23 octobre, à Kaga-Bandoro, le processus de révision des listes des bénéficiaires des activités d'une agence des Nations unies et d'une ONG partenaire a été perturbé par des éléments d'un groupe armé. Ceux-ci ont essayé d'imposer leurs listes des bénéficiaires en faisant des menaces avec des armes blanche et à feu. L'activité a été temporairement suspendue.
- Le 17 octobre, la MINUSCA a commencé les travaux de réhabilitation de l'axe Kaga-Bandoro – Azene qui vont durer pour environ 3 semaines.
- Le 31 octobre, à Kaga Bandoro la base d'une ONG a été braquée par des éléments armés.

### Préfecture de la Bamingui-Bangoran

- L'axe reliant Ndélé à Ngarba est accessible par véhicule malgré son état délabré et il est aussi relativement calme nonobstant la présence de 5 barrières érigées par des groupes armés (2 au village Lemina à 15 km de Ndélé, 1 à Zoukomila à 25 km de Ndélé, 1 à Koundji à 60 km de Ndélé et 1 à Akoursoubak à 80 km de Ndélé). Des négociations sont en cours pour établir une TOB de la MINUSCA à Akoursoubak.

## Zone est

### Préfecture de la Ouaka

- L'état de l'axe Alindao-Bambari a connu en général une amélioration à la suite d'une réhabilitation faite par la MINUSCA, mais des parties de la route continuent d'être détériorées à 15 km de la sortie d'Alindao et à 15 km de l'entrée de Bambari.
- Le 24 octobre, deux véhicules d'une ONGI ont été bloqués au PK 65 de Kouango à une barrière érigée par un groupe armé où des taxes illégales on leur a été imposées. Après 3 heures, les véhicules ont pu continuer leur déplacement.

### Préfecture de la Basse-Kotto

- Des acteurs humanitaires ont rapporté d'avoir reçu une demande de paiement pour des taxes appelées « droit de visa » auprès des check-points tenus par des éléments de groupes armés aux croisements de Djigui, Bokolobo et Poudjo. Après des négociations, les acteurs humanitaires ont réussi à passer sans payer.
- Le 3 octobre, un convoi humanitaire a été stoppé à Dimbi, sur l'axe Alindao-Kembé, par des éléments d'un groupe armé qui ont exigé une contrepartie des articles humanitaires transportés et conditionné la signature des ordres de mission à cette donation. Le convoi a pu reprendre son chemin le lendemain après des négociations avec le leader régional dudit groupe.
- Le 21 octobre, un convoi d'une ONGI a été refoulé à un check-point improvisé par les habitants du village Gongo, situé à 30 km à l'est sur l'axe Alindao-Kongbo. Ces derniers demandaient le paiement d'une taxe pour leur céder le passage. Faute de consensus, l'équipe humanitaire a dû rebrousser chemin, privant nombreux bénéficiaires de l'accès à l'aide.
- Le 26 octobre, au village Banda-Deka, à 23 km d'Alindao sur l'axe Alindao-Kongbo, un motoriste transportant deux sujets peuls a essuyé des tirs d'arme à feu par un élément armé. L'incident a provoqué un déplacement préventif des habitants du village (environ 2 000 habitants), par crainte de représailles du groupe armé rival qui contrôle le village voisin de Pavica. Plusieurs véhicules des ONG ayant effectué des missions d'assistance humanitaire en aval dudit village ont dû rebrousser chemin. Pour éviter une escalade de violence dans la localité, les autorités administratives locales appuyées par la MINUSCA auraient entamées des discussions avec les leaders locaux des différents groupes armés.

### Préfecture de la Haute-Kotto

- Le 20 octobre, à Bria, OCHA avec une représentation des partenaires humanitaires a rencontré le leader d'un groupe armé pour discuter des problèmes d'accès rencontrés par les humanitaires au niveau des barrières illégales dans la région. Il a loué le soutien des humanitaires aux populations dans le besoin et renouvelé son engagement concernant la résolution des problèmes d'accès aux barrières.
- Le 26 octobre, à Bria, des présumés fournisseurs, appuyés par des enfants et des jeunes de PK3, ont immobilisé deux véhicules d'une ONGI leur réclamant le règlement de factures échues. Les véhicules et les staffs auraient été libérés au bout de 3 heures, par un convoi de la FACA en patrouille. En attendant le règlement de cette problématique, l'ONGI a dû suspendre ses mouvements vers le site de PK3 jusqu'à nouvel ordre.

## Zone sud-est

### Préfecture du Haut-Mbomou

- L'axe Obo-Bambouti reste très dangereux à cause d'exactions des éléments armés et de l'impossibilité des forces de la MINUSCA ainsi que des FACA à accéder dans la zone à cause du mauvais état de la route. Malgré les tracasseries des éléments armés (taxations illégales) et de l'état de la route, les gros camions

privés qui empruntent l'axe Obo-Bambouti distant de 107 km prennent deux à quatre semaines pour atteindre l'une des deux localités.

#### Préfecture du Mbomou

- OCHA et les acteurs humanitaires continuent leur plaidoyer pour la réhabilitation de la route Bakouma-Nzako (60 km) qui est une priorité pour faciliter la délivrance de l'assistance humanitaire aux populations dans le besoin de la localité.
- Le 11 octobre, sur l'axe Pombolo-Bangassou, au PK20 de Pombolo, le chauffeur d'une ONG a été empêché le passage auprès d'une barrière érigée par un groupe armé à cause de sa religion et a été aussi reçu des menaces. Le chauffeur a réussi à s'échapper.
- Le 10 octobre, des éléments d'un groupe armé avaient érigé deux barrières illégales à l'entrée et à la sortie de Gambo, où des taxes illégales étaient exigées aux passants. Cette action avait été condamnée par les autorités locales de Bangassou et la MINUSCA. Depuis le 12 octobre, plusieurs activités humanitaires avaient été suspendues dans la zone de Gambo, Pombolo, Dimbi, privant plus de 40 000 personnes de l'aide humanitaire. Le 22 octobre, une ONGI qui a effectué une mission sur l'axe Bangassou – Gambo – Pombolo – Dimbi, a constaté que les deux barrières de Gambo seraient toujours présentes, mais en position levée et il n'y avait pas d'hommes armés en proximité. Par contre, les barrières érigées par les éléments armés à Pombolo sont toujours en place, mais les éléments armés les lèvent et laissent libre passage aux acteurs humanitaires sans poser de questions. Depuis cette date, les activités humanitaires dans la zone ont graduellement repris.
- La MINUSCA vient de compléter la réhabilitation de 6 ponts sur l'axe Bangassou – Rafai sur un total de 17 ponts jusqu'à Obo qui seront réhabilités dans la deuxième phase du projet. La MINUSCA est aussi en train de réparer les bacs de Dembia et Rafai.